



LAMOUREUX Sophie

sophie.lamouroux@univ-amu.fr

CV SYNTHÉTIQUE

Fonctions actuelles

- ◆ Maître de conférences (HC avancement national) – HDR Droit public
- ◆ Co directrice de l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (CNRS UMR 7318 Droit International, Comparé et Européen) – ED 67 – Sciences juridiques et politiques.
- ◆ Membre élue du conseil de l' UMR 7318 Droit International, Comparé et Européen.
- ◆ Directrice de la Chaire Eugène Pierre – Etudes en droit des assemblées parlementaires et locales et droit des élections.
- ◆ Aix-Marseille Université :
 - Présidente de la Commission de déontologie
 - Référent déontologue
 - Référent laïcité
 - Référent alerte

Diplômes

17/02/2006	Habilitation à diriger des recherches en droit public
22/11/2001	Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat
21/01/2000	Docteur en Droit

Fonctions universitaires

Maître de conférences (HC avancement national) – HDR Droit public

Fonctions institutionnelles

Présidente de la Commission de déontologie - Référent déontologue depuis février 2020
Référent laïcité depuis février 2020
Référent alerte depuis juillet 2023

Responsabilités pédagogiques

- ◆ Directrice du Master 2 Droit et Management publics des collectivités territoriales depuis 2012 (IMPGT).
- ◆ Directrice de la 3^{ème} année de la Licence Métiers du Management public – Mention Licence Administration Publique depuis 2019 (IMPGT).

- ◆ Co-Directrice du MASTER Etudes parlementaires et droit des assemblées avec Sophie de CACQUERAY depuis 2020 (FDSP).

Activités d'enseignement

- ◆ A l'IMPGT de la Licence 1 au Master 2 enseignements relatifs au droit public : introduction au droit, institutions politiques, droit constitutionnel, institutions administratives, droit administratif, institutions de l'UE, droit des collectivités territoriales.
- ◆ A la FDSP en Master : Droit et contentieux des votations, droit parlementaire, droit des libertés fondamentales.

Activités de recherche

Thèmes de recherche

Droit public, Démocratie, Votations, Etat de droit, Parlement, Collectivités territoriales, Politiques publiques

Prix et distinctions

Prix de thèse de droit public 2001.

Membre d'associations scientifiques

- ◆ Depuis 2018 : Membre du Comité scientifique de la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université de Luxembourg.
- ◆ Depuis 2014 : Membre du Centre d'études et de recherche interdisciplinaires sur la Sécurité civile (CERISC) relevant de l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers.
- ◆ Depuis 2004 : Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel

CV DÉTAILLÉ

Déroulement de la carrière

Fonctions actuelles

- Depuis 2020** Maître de conférences Hors classe (avancement national) – HDR Droit public
Depuis 2006 Maître de conférences – HDR Droit public
Depuis 2004 Maître de conférences

Fonctions passées

Fonctions exercées au sein d'Aix-Marseille Université

- ◆ Vice-Présidente déléguée à la Vie Etudiante de décembre 2015 à décembre 2019
- ◆ Membre de la Commission Recherche de novembre 2015 à décembre 2019
- ◆ Membre du Conseil académique depuis novembre 2015 à décembre 2019
- ◆ Membre de la Section disciplinaire (Enseignants et usagers) de novembre 2015 à décembre 2019
- ◆ Membre élue (collège MCF) du Conseil de l'UMR 7318 depuis mai 2018
- ◆ Responsable scientifique de la Chaire Louis Favoreu pour 2016-2017 consacrée à La démocratie en crise ? : organisation d'un cycle de séminaires et d'un colloque sur le thème retenu grâce au financement de la Fondation d'AMU.

Fonctions exercées au sein de l'IMPGT

- ◆ Membre du Conseil d'UFR de l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale de 2004 à 2020
- ◆ Directrice des formations, relations extérieures et communication de 2014 à 2020
- ◆ Directrice du Master 2 Droit et Management publics des collectivités territoriales depuis 2012
- ◆ Directrice de la Mention Licence Administration Publique de 2018 à 2020
- ◆ Co-Directrice du Master 2 Droit et Management publics des collectivités territoriales de 2008 à 2012 avec le Professeur Jacques Bourdon
- ◆ Directrice de la Licence Administration publique Parcours Management public (2011-2015)
- ◆ Responsable pédagogique de la Licence 1 Administration publique Parcours Management public (2008-2011)

Formations

Titre universitaire français : Docteur en Droit

- ◆ Titre de la thèse : *Le contentieux des actes périphériques en matière électorale.*
- ◆ Date et lieu de soutenance : Aix-en-Provence le 21 janvier 2000.
- ◆ Directeur de recherche : M. le Professeur Richard GHEVONTIAN.
- ◆ Jury : M. Alain DELCAMP, Administrateur du Sénat, Directeur général de la communication et du développement technologique, M. Francis DELPEREE, Professeur à l'Université catholique de Louvain, M. Richard GHEVONTIAN, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III, M. Ferdinand MELIN-SOUCRAMANIEN, Professeur à l'Université de Montesquieu Bordeaux IV, M. Eric OLIVA, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, M. André ROUX, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence.
- ◆ Obtention du Prix de thèse droit public 2001.

Diplômes

Février 2006	Obtention de l'HABILITATION A DIRIGER LES RECHERCHES
22 novembre 2001	Obtention du CERTIFICAT D'APTITUDE A LA PROFESSION D'AVOCAT
Janvier 2001	PRIX DE THESE DE DROIT PUBLIC – Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille (année 1999-2000)
Janvier 2000	DOCTORAT DROIT – Mention très honorable avec félicitations du Jury à l'unanimité La thèse a été proposée pour un prix et pour une subvention
Septembre 1995	D.E.A. Droit Public – Option générale, à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (mention assez bien) <i>Sujet mémoire</i> : « La liberté d'aller et venir en France » sous la direction du Professeur Patrick GAÏA
Juin 1994	MAITRISE en droit public à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (mention assez bien)
Juin 1993	LICENCE en droit à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (mention assez bien)
Juin 1992	DEUG II de droit à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (mention assez bien)
Juin 1991	DEUG I de droit à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (mention assez bien)
Juin 1990	BACCALAUREAT série D au Lycée Thiers à Marseille (mention assez bien)

Activités de recherche

Publications dans des revues à comité de lecture

Articles et communications ayant donné lieu à publication

2018	Article publié à la <i>Revue du gestionnaire public</i> , n° 3, 5 octobre 2018 en coll. avec T. Eisinger, « La démocratie directe pourrait-elle, en France, renforcer le consentement à l'impôt ? ».
2018	Article publié à la <i>Revue Française de Droit Constitutionnel</i> , 115-2018, pp. 533-548 : « Le droit de message présidentiel sous la Vème République : un pouvoir inutile ? ».
2016	Article publié à la <i>Revue Française de Droit Constitutionnel</i> , 107-2016, pp. 679-688 : « La métropole d'Aix-Marseille-Provence devant le conseil constitutionnel : la répartition des sièges de l'organe délibérant à l'aune du principe d'égalité devant le suffrage ».
2013	Article publié à <i>Constitutions</i> , juillet-septembre 2013, pp. 461-473, « Moralisation de la vie publique : le Conseil de l'Europe et la lutte contre la corruption ».
2012	Article publié à la <i>Revue Française de Droit Constitutionnel</i> , 89-2012, pp. 83-103 : « La réforme des collectivités territoriales et le Conseil constitutionnel : ombres et lumières ».
2011	Article publié à <i>Pouvoirs locaux</i> , n° 89 II/2011, pp. 129-134 : « Entre prudence et perplexité : une décision au goût d'inachevé ».
2009	Article publié à la <i>Revue Française de Droit Constitutionnel</i> , 77-2009, pp. 135-145 : « La révision de l'article 25 de la Constitution ».
2009	Article publié à la <i>Lettre de la démocratie locale et participative</i> , n° 5, Janvier/Février 2009, pp. 4-5 « Elections européennes : mode d'emploi ».
2008	Article publié à la <i>Lettre de la démocratie locale et participative</i> , n° 3, Juillet/Août 2008, pp. 2-3 : « Bilan du contentieux des élections législatives des 10 et 17 juin 2007 ».

- 2008 **Article** publié à la *Lettre de la démocratie locale et participative*, n° 2, Avril/Mai 2008, pp. 2-3 : « Elections locales 2008 : le renouvellement des conseils communautaires, un enjeu de tout premier ordre ».
- 2008 **Article** publié in *Blog français de droit constitutionnel*, 28 juillet 2008 : « 1 voix... et alors ? ».
- 2008 **Article** publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, Hors série, Juin 2008, Réviser la Constitution en 2008 ? Après le Comité Balladur, pp. 157-167 : « De la présentation à la présélection des candidats à l'élection présidentielle : le filtrage comme fil d'Ariane ».
- 2008 **Article** publié *Lettre de la démocratie locale et participative*, n° 1, Janvier/Février 2008, pp. 7-8 : « Ne pas oublier pour le jour du scrutin... ».
- 2003 **Article** publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 55-2003, pp. 609-621 : « La disparition de la sanction automatique d'inéligibilité pour les comptables de fait : quel avenir pour la sanction électorale ? ».
- 2002 **Article** publié aux *Petites Affiches*, 12 mars 2002, n° 51, pp. 14-20 : « Elections présidentielles 2002 - Nouveautés et perspectives contentieuses ».
- 2001 **Article** publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 48-2001, pp. 801-824 : « La codification ou la démocratisation du droit ».

Notes / commentaires de jurisprudence

- 2014 **Note de jurisprudence** sous C.C., décision n° 2014-405 QPC du 20 juin 2014, *Commune de Salbris* : « Mode de répartition des sièges des conseillers communautaires : censure de l'accord local », publié à la revue *Droit administratif*, octobre 2014, n° 10, comm. 58, pp. 21-23.
- 2014 **Note de jurisprudence** sous C.C., décisions n° 2014-688 DC et n° 2014-689 DC du 13 février 2014, *Loi interdisant le cumul de fonctions exécutives avec le mandat de représentant au Parlement européen et Loi organique interdisant le cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur* : « Vers la fin du cumul des mandats ? », publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 99-2014 publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 99-2014, pp. 682-692.
- 2010 **Note de jurisprudence** sous C.C., décision n° 2010-6/7 QPC du 11 juin 2010, « Abrogation de l'article L7 du code électoral ou la fin d'une inconstitutionnalité attendue » publié à la *Revue générale des collectivités territoriales*, Octobre 2010, n° 48, pp. 201-206.
- 2009 **Note de jurisprudence** sous C.C. décisions n° 2008-572 DC du 8 janvier 2009, *Loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution* et n° 2008-573 DC du 8 janvier 2009, *Loi relative par la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés*, publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 79-2009, pp. 575-587 en collaboration avec GHEVONTIAN (R.).
- 2009 **Commentaire de jurisprudence** publié à l'*Annuaire International de Justice constitutionnelle*, n° XXIV-2008, pp. 653-690, spéc. pp. 676-682 : « Chroniques France »
- 2008 **Commentaire de jurisprudence** publié à l'*Annuaire International de Justice constitutionnelle*, n° XXIII-2007, pp. 761-823, spéc. pp. 784-788 : « Chroniques France ».

- 2008 **Note de jurisprudence** sous C.C., décision n° 2007-3888/3967 du 29 novembre 2007,
A.N., *Eure-et-Loir (1^{ère} circ.)*, Mme Dominique Chéron et Mme Françoise Vallet :
« Financement de campagne et propagande électorale : dissociation des contentieux,
harmonisation du contrôle ? » publié in *Petites Affiches*, 22 février 2008, n° 39, pp. 15-20 et revue électronique *Blog français de droit constitutionnel*.
- 2007 **Note de jurisprudence** sous C.C., décision n° 2006-20/21 I du 20 juillet 2006,
Situation de deux députés et de quatre sénateurs au regard du régime des incompatibilités parlementaires publié à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 69-2007, pp.120-122.
- 2007 **Note de jurisprudence** sous C.E., ord. réf., 11 janvier 2007, n° 300428 :
« Campagne électorale : égalité ou équité ? » publié in *Petites Affiches*, 11 juillet 2007, n° 138, pp. 10-18.
- 2003 **Note de jurisprudence** sous Conseil d'Etat, 2 octobre 2002, *CCI de Meurthe-et-Moselle*, n° 227868 publié à la *Revue de la Recherche Juridique*, 2003-3, pp. 2221-2234 : « Un nouveau principe général du droit inspiré du droit du travail et applicable à la fonction publique ».
- 2002 **Commentaire de jurisprudence** publié à l'*Annuaire International de Justice constitutionnelle*, 2001, pp. 577-632 : « Chronique France ».
- 2001 **Note de jurisprudence** sous Conseil d'Etat, Avis, 30 juin 2000, Mme BEURET, n° 218 461, publiée in *Petites Affiches*, 14 Février 2001, n° 32, pp. 17-20.

Ouvrages

Direction d'ouvrages

- 2024 Membre du comité d'organisation des Mélanges en l'honneur de Richard Ghevontian, *Droit(s) et Politique(s)*, avec S. de Cacqueray, E. Oliva et A. Roux.
- 2023 J.-F. Kerléo et S. Lamouroux (sous la dir. de), *L'Elysée : Lumières sur la clé de voûte de la République*, coll. « Colloques & Essais », IFJD, LGDJ – lextenso éditions, 2023, « La relation entre le Président de la République et le peuple ou le baromètre de la respiration démocratique », pp. 103-125.
- 2019 S. de Cacqueray, S. Hutier et S. Lamouroux (sous la dir. de), *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République ?*, IFJD, Collection Colloques et Essais, 96, 2019, « Le contrôle parlementaire est-il trouvable ? », pp. 167-186.
- Depuis 2017 R. Ghevontian, S. Lamouroux, fascicules de commentaires Juris-Classeur Administratif chez LexisNexis : Fasc. 1467 « Contentieux des élections parlementaires. Compétence et procédure » ; Fasc. 1470 « Contentieux des élections parlementaires. Contrôles au fond » ; Fasc. 1473 « Contrôle des élections présidentielles » ; Fasc. 1476 « Contrôle des référendums ».
- 2012 S. de Cacqueray et S. Lamouroux (sous la dir. de), *Mutations et évolutions des élections présidentielles : le regard de l'histoire*, PUAM, 2012, « La genèse de l'élection présidentielle au suffrage universel direct sous la V^{ème} République », pp. 61-80.
- 2012 J. Bourdon, R. Fouchet et J.-R. Lopez (sous la dir. de), S. Lamouroux, (coordonné par), *Cas en management public*, EMS, 2012, « Essai de clarification des compétences au sein du couple région/département », pp. 140-155.

- 2010 et 2012 R. Ghevontian, W. Benessiano, C. Charpy et S. Lamouroux, *Cours, exercices corrigés*, Armand Colin, 1ère édition, 2010, 191 p. spéc. pp. 47-55 (Le Parlement : Organisation), pp. 91-105 (La procédure législative), pp. 113-131 (Le régime présidentiel, Les Etats-Unis), pp. 152-166 (La division verticale des pouvoirs) ; 2ème édition 2012, 192 p. spéc. pp. 49-62 (Le Parlement : Organisation), pp. 88-99 (La procédure législative), pp. 108-128 (Le régime présidentiel, Les Etats-Unis), pp. 155-166 (La division verticale des pouvoirs).
- 2011 S. de Cacqueray, M. Fatin-Rouge Stéfani, R. Ghevontian et S. Lamouroux (sous la dir. de), *Sincérité et démocratie* PUAM, 2011, « Sincérité et juge électoral », pp. 143-172.

Chapitres d'ouvrages

- 2025 J. Broch (sous la dir.), *René Cassin, 1914-1948 : les années décisives* « Le rétablissement de la légalité républicaine ou une transition politique et juridique en trompe-l'œil », à paraître aux PUAM, 2025.
- 2024 *Mélanges Richard Ghevontian, Droit(s) et Politique(s)*, « La revalorisation du droit électoral ou l'affirmation d'une discipline autonome ? », PUAM, mai 2024, pp. 297-312.
- 2024 J.-F. Kerléo et E. Lemaire (sous la dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires*, Notice « Inéligibilités », LexisNexis, 2024, à paraître juin 2024.
- 2023 P. Jense-Monge et A. Bachert – Peretti (sous la dir.), *Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ?*, « Le Sénat et les collectivités territoriales : une protection fondée sur une simple règle électorale », *mare&martin. Droit&science politique*, 2023, pp. 227-242.
- 2023 D. Connil, P. Jense-Monge et A. de Montis (sous la dir.), *Dictionnaire Encyclopédique du Parlement*, Notice « Apparement », Bruylant, *Etudes parlementaires*, 2023, pp. 79-82.
- 2022 *Mélanges André Roux, Constitutions, peuples et territoires*, « L'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct : l'ancrage d'un processus à l'avenir discuté », Dalloz, 2022, pp. 265-275.
- 2021 E. Gasparini et J. Sausse (sous la dir. de), *Présider la République*, Actes du colloque du CERHIIP des 13 et 14 décembre 2018, FDSP, Aix-Marseille Université, Volume XLVI, PUAM, « Le quinquennat a-t-il modifié la fonction présidentielle ? », pp. 133-145.
- 2021 P. Oudot et S. Farhi (sous la dir. de) *COVID-19 et Droit - Le système juridique à l'épreuve de la première vague épidémique*, Actes du colloque organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Contentieux – Université de Toulon, 10 juillet 2020, « Etat d'urgence sanitaire et Constitution : une pièce en trois actes », Les Editions Ovadia, Chemins de pensée Juridique, Collection dirigée par Laurence Vanin, pp. 51-77.
- 2019 R. Ghevontian (sous la dir. de), *Eugène Pierre, précurseur du droit parlementaire contemporain*, Actes du colloque du 18 novembre 2016, Bruylant, *Collection Etudes parlementaires*, 2019, « Eugène Pierre et la vérification des pouvoirs », pp. 83-106.
- 2018 M. Bardin, P. Monge, M. Fatin-Rouge Stefanini, C. Severino (dir.), *La démocratie connectée*, Actes du colloque organisé par le CDPC Jean-Claude Escarras, Université de Toulon et l'ILF-GERJC AMU, UMR 7318 DICE, *Confluence des droits*, disponible en open access : <https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/publications/confluence-droits/ouvrages#numero5>, pp. 59-70.

- 2016 M. Fatin-Rouge Stéfani et R. Mehdi (sous la dir. de), *La frontière revisitée. Un concept à l'épreuve de la globalisation*, Institut universitaire Varenne, Collection Colloques & Essais, 2016, « La frontière dépassée par la dynamique territoriale de l'Union européenne ? », pp. 77-95.
- 2012 X. Magnon, R. Ghevontian et M. Stéfani, (sous la dir. de), *Pouvoir exécutif et Parlement : de nouveaux équilibres ?*, PUAM, 2012, « L'ordre du jour, instrument de reparationarisation ? », pp. 339-360.
- 2007 P. Bluteau (sous la dir. de), *Guide pratique des élections et de la démocratie participative*, éditions WEKA, octobre 2007, plus particulièrement Partie V Chapitre 2 (Le contentieux préparatoire) et Chapitre 4 (Le contentieux du financement).
- Juillet.-Août 1997 L. Favoreu et L. Philip (sous la dir. de), *Les Grandes Décisions du Conseil constitutionnel* Mise à jour des index et notes de l'ouvrage, 9e édition, 1997.

Communications dans des congrès à comités de lecture

- 17 et 18 octobre 2024 **Participation** aux journées de l'UMR DICE, Justice et politique : quelles interactions ? Acte 1 - Judicialisation de la politique, Aix-en-Provence, Faculté de droit et de science politique, 17 et 18 octobre 2024.
Contribution : « Juges et élections politiques : des contentieux discutés ».
- 23 et 24 mai 2024 **Participation** au colloque *René Cassin : les années décisives (1914-1948)*, sous la direction de J. Bloch, organisé par le Centre d'Etudes et de Recherche d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques, FDSP, Université d'Aix-Marseille.
Contribution : « Le rétablissement de la légalité républicaine ou une transition politique et juridique en trompe-l'œil ».
- 6 et 7 juin 2023 **Organisation** de Ecole de printemps du master en Etudes parlementaires consacré à *Ethique et déontologie parlementaires*.
Modérateur sur Standard(s) déontologique(s) et expérience(s).
- 15 et 16 septembre 2022 **Modérateur** l'École d'automne des études parlementaires sur le thème *Les démocraties contestées : légitimité, populisme et polarisation*, coorganisée par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et la Chaire de recherches en études parlementaires de l'Université du Luxembourg.
- Juin 2022 **Participation** au colloque *Les droits fondamentaux : Quels enjeux pour le Parlement ?* sous la direction de P. Monge et A. Bachert-Peretti, FDSP, Université d'Aix-Marseille, 24 juin 2022.
Contribution : « Le Sénat et les collectivités territoriales : une protection fondée sur une simple règle électorale ».
- Septembre 2021 **Modérateur** sur la table ronde : « Réalités du contrôle de subsidiarité dans les Parlements des Etats membres de l'UE », in Colloque - Ecole de printemps du master en Etudes parlementaires consacré à *Les parlements aux prises avec la souveraineté et la subsidiarité*, 23 et 24 septembre 2021.
- Juillet 2020 **Participation** au colloque dématérialisé, *COVID-19 et Droit*, sous la direction de P. Oudot, organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Contentieux – Université de Toulon, 10 juillet 2020.
Contribution : « Etat d'urgence sanitaire et Constitution : une pièce en trois actes ».
- 26 et 27 septembre 2019 **Modérateur** in Conférence académique *Res Publica et Parlement, quelles représentations pour quelles démocraties ?*, Ecole d'automne du master en Etudes parlementaires, Luxembourg.

- 1^{er}, 2 et 3 juillet 2019 **Organisation** d'une Summer school dans le cadre de la « Pépinière d'excellence » financée par la Fondation A*Midex sous la direction d'Hélène Thomas : *Repenser les modèles de justice (JUS) et les droits des minorités dans les démocraties contemporaines (DEMOS) avec Tocqueville (TO)*.
- Décembre 2018 **Participation** au colloque, *Présider la République. Perspectives historique, politique et sociale de l'exercice du pouvoir par le Chef de l'Etat*, organisé par le Centre d'Etudes et de Recherche d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques, 13 et 14 décembre 2018, FDSP, Aix-Marseille Université.
Contribution : « Le quinquennat a-t-il modifié la fonction présidentielle ? ».
- Novembre 2018 **Participation** au colloque, *Aix Marseille Provence : une métropole au service de l'égalité ?*, Journée d'étude de la Pépinière d'excellence financée par la Fondation A*Midex sous la direction d'Hélène Thomas : *Repenser les modèles de justice (JUS) et les droits des minorités dans les démocraties contemporaines (DEMOS) avec Tocqueville (TO)*.
Contribution : « La métropole : une « élection » contestée ».
- Juin 2018 **Participation** au colloque, *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la Ve République ?*, sous la dir. de S. de Cacqueray, S. Hutier et S. Lamouroux, FDSP, Université d'Aix-Marseille, 8 juin 2018.
Contribution : « Le contrôle parlementaire est-il trouvable ? ».
- Mars 2018 **Participation** au 9^{ème} Symposium *La gestion de la participation citoyenne à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions dans les administrations et les organisations de l'État - Regards croisés sur les transformations de la gestion des organisations*, organisé par l'ESSECT, Université de Tunis les 1er et 2 mars 2018.
Contribution en collaboration avec T. Eisinger : « La démocratie directe locale, un nouveau levier pour améliorer le consentement à l'impôt ? ».
- Mai 2017 **Co-organisatrice**, *Les comités de réflexion sur les institutions sous la Ve République*, FDSP, Université d'Aix-Marseille, 12 mai 2017.
Animation de la table ronde sur « Les effets des comités ».
- Mars 2017 **Participation** au colloque, *L'élection présidentielle, une élection à la recherche de ses juges*, organisé par l'Association bordelaise des juristes en contentieux publics, 28 mars 2017, Table ronde « Quel contrôle sur le résultat des élections ? ».
- Novembre 2016 **Participation** au colloque, *La démocratie connectée : ambitions, enjeux, réalité*, organisé par le CDPC Jean-Claude Escarras, Université de Toulon et l'ILF-GERJC AMU, UMR 7318 DICE (Responsables scientifiques pour l'ILF : Marthe Fatin-Rouge Stefanini, et Priscilla Monge ; pour le CDPC : Mickaël Bardin et Caterina Sévérino).
Contribution « Garanties démocratiques et numérique », *La démocratie connectée*, Mickaël Bardin, Priscilla Monge, Marthe Fatin-Rouge Stefanini, Caterina Severino (dir.), *Confluence des droits*, 2018, pp. 59-70.
- Novembre 2016 **Participation** au colloque Eugène Pierre, sous la dir. de S. de Cacqueray et R. Ghevontian, *Eugène Pierre et le Traité de droit politique, électoral et parlementaire* FDSP, Université d'Aix-Marseille, 18 novembre 2016.
Contribution : « Eugène Pierre et la vérification des pouvoirs » à paraître chez Larcier-Bruylant.
- Avril 2015 **Co-organisatrice** de la Journée décentralisée de l'AFDC, *Les messages présidentiels* à Aix-en-Provence – Faculté de droit, Université d'Aix-Marseille, 10 avril 2015.

- Contribution** : « Le droit de message présidentiel sous la Vème République : un pouvoir inutile ? ».
- Novembre 2014 **Participation à la VIIè Journée de l'UMR Droits International, Comparé et Européen, La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation**, à Aix-en-Provence - Faculté de droit, Université Paul Cézanne, 21 novembre 2014.
Contribution : « La frontière dépassée par la dynamique territoriale de l'Union européenne ? » à paraître dans la collection A la croisée des droits sous la direction de Rostane MEHDI, Bruylant.
- Mars 2012 **Co-organisatrice** de la Journée décentralisée de l'AFDC à Aix-en-Provence – Faculté de droit, Université d'Aix-Marseille, 16 mars 2012.
Contribution : « La genèse de l'élection présidentielle au suffrage universel direct sous la Vème République », in *Mutations et évolutions des élections présidentielles : le regard de l'histoire*, ss. la direction de S. de Cacqueray et S. Lamouroux, PUAM 2012, pp. 61-80.
- Décembre 2010 **Participation à la Journée décentralisée de l'AFDC** à Aix-en-Provence - Faculté de droit, Université Paul Cézanne, 16 décembre 2010.
Contribution : « L'ordre du jour, instrument de reparlementarisation ? », in *Pouvoir exécutif et Parlement : de nouveaux équilibres ?*, ss. la direction de X. Magnon, R. Ghevoitian et M. Stefanini, PUAM, 2012, pp. 339-360.
- Janvier 2010 **Co-organisatrice du colloque** « Sincérité et démocratie » organisé par l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle, 29 janvier 2010, Faculté de droit, Université Paul Cézanne.
Contribution : « Sincérité et juge électoral », in *Sincérité et démocratie*, ss. la direction de S. de Cacqueray, M. Fatin-Rouge Stefanini, R. Ghevoitian et S. Lamouroux, PUAM, 2011, pp. 143-172.
- Juin 2005 **Participation** au VIè Congrès Français de Droit Constitutionnel organisé par l'Association Française des Constitutionnalistes à Montpellier les 9, 10 et 11 juin 2005
Communication : « Les relations entre le Sénat et la décentralisation (1969-2003) ».
- Juin 2002 **Participation** au Ve Congrès Français de Droit Constitutionnel organisé par l'Association Française des Constitutionnalistes à Toulouse les 6, 7 et 8 juin 2002
Communication : « Actes préparatoires à l'élection présidentielle : dernier acte ».

Autres publications et communications

- 2020 Procédure législative et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles, Sous la direction de Sophie De Cacqueray (MCF, HDR, UMR 7318, DICE, ILF-Gerjc, AMU) et Sophie Hutier (MCF, UMR 7318, DICE, ILF-Gerjc AMU), in *Titre VII*, 2020, Hors-série pp. 125-139, QPC 2020, les dix ans de la question citoyenne : https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/202010/202010_qpc2020_synthese_aixmarseille_0.pdf
Contribution : « L'influence de la QPC sur le Parlement : une relation normalisée - Le cas des décisions QPC d'abrogation avec effet différé ».

Responsabilités scientifiques

Direction et co-direction de thèse

En cours

- ◆ Co-direction avec le Pr. Sophie de Cacqueray : Brice Ruchon sur *Les règlements des assemblées parlementaires* (depuis 2023).

- ◆ Cotutelle de thèse (Philippe Poirier, Professeur Université de Luxembourg) : Morgan Ouhida sur *L'éthique des parlementaires : une responsabilité en mutation* (soutenance 5 juin 2023).
- ◆ Co-direction avec le Pr. Patrick Gaïa : Maria Gudzenko sur *L'application des standards européens des élections en droit comparé* (soutenance prévue le 20 décembre 2024).
- ◆ Cotutelle de thèse (Philippe Poirier, Professeur Université de Luxembourg) : Nicolas Duca sur *Evaluation parlementaire des politiques publiques : Du rééquilibrage constitutionnel des pouvoirs à la lutte contre la crise de la représentativité* (soutenance 6 juin 2023).

Soutenues

- ◆ Cotutelle de thèse (Philippe Poirier, Professeur Université de Luxembourg) : Nicolas Duca sur *Evaluation parlementaire des politiques publiques : Du rééquilibrage constitutionnel des pouvoirs à la lutte contre la crise de la représentativité*, Université du Luxembourg, cotutelle, 6 juin 2023.
- ◆ Membre du jury de soutenance de thèse Morgan Ouhida, *L'éthique des parlementaires : une responsabilité en mutation*, Université du Luxembourg, cotutelle, 5 juin 2023.

Participation à des jurys de thèse

- ◆ Membre du jury de soutenance de thèse Thomas Mozziconacci, *Pascal Paoli et la Constitution corse*, Aix-Marseille Université, 4 juin 2022.
- ◆ Membre du jury de soutenance de thèse Nissaf Jarbaoui, *Le pouvoir financier de l'organe législatif. Etude de droit comparé*, Aix-Marseille Université, 22 janvier 2020.
- ◆ Membre du jury de soutenance de thèse de Louis Tron de Bouchony, *La communication des collectivités territoriales en période électorale*, Université Paul Cézanne, 23 juin 2007.

Participation à des jurys de HDR

- ◆ Membre du jury de soutenance d'HDR de William Benessiano (MCF Droit public), Aix-Marseille Université, 18 juillet 2016.

Participation à des contrats de recherche

Co-responsable du projet *Réformer et Refonder le processus Décisionnel dans une Démocratie* (R2D2).
Projet soutenu par A*Midex pour 2024-2028. Budget : 258.000 €.

Responsabilités éditoriales

Direction de collection aux Presses Universitaires de Provence : Espaces publics.

2023	HERNANDEZ (S.), LAMOUREUX (S.), SOLDI (E.) ss. la dir., <i>Dessiner le management public autrement : bilan et perspectives</i> , coll. Espaces publics, sous la direction de Sophie Lamouroux et Edina Soldo, PUP, 2023, 278 p.
2017	HERNANDEZ (S.), <i>À la recherche du management territorial, construire les territoires entre idéologie, paradoxe et management</i> , coll. Espaces publics, sous la direction de Sophie Lamouroux et Edina Soldo, PUP, 2017. Ouvrage labellisé par le jury FNEGE.
2015	SOLDI (E.), ss. la dir., <i>Quand les musiques actuelles entrent en scène. Pour un ancrage territorial d'une filière musiques actuelles en Pays d'Aix</i> , coll. Espaces publics, sous la direction de Sophie Lamouroux et Edina Soldo, PUP, 2015.

- 2015 SCHNEIDER (W.), *Les politiques culturelles allemandes. Un état des lieux*, coll. Espaces publics, sous la direction de Sophie Lamouroux et Edina Soldo, PUP, 2015.

Membre du Comité scientifique de la Revue Confluence des droits-La Revue (UMR-CNRS 7318 DICE).

Rayonnement scientifique

- Depuis 2022 Membre du comité de rédaction *Les Surligneurs*
Depuis 2021 Rédacteur en chef du Journal de la Chaire Eugène Pierre (ISSN 2823-9423).
Publication numérique : cep.univ-amu.fr (8 numéros depuis 2021)
- Depuis 2021 Publications sur le site de legal cheking *Les Surligneurs* : <https://lessurligneurs.eu/>
2023 Participation à l'émission Marseille Politiques - BFM Marseille présentée par Sophie Hébrard – 23 novembre 2023 : Marseille : que changerait une modification de la loi PLM, sur les élections municipales ?
- 2022 Interview par Caroline Quevrain – TF1 Info – 17 mai 2022, Législatives : la charte imposée aux candidats de la majorité est-elle légale ?
<https://www.tf1info.fr/politique/elections-legislatives-2022-la-charte-imposee-aux-candidats-de-la-majorite-est-elle-legale-2219677.html>
- 2021 Interview par Léa Boistault - Ouest-France - 18 décembre 2021
« Présidentielle 2022. Et si... les parrainages d'élus n'étaient plus obligatoires pour se présenter ? »
- 2020 Interview par Denis Trossero – La Provence – 16 juin 2020
« Soupçons de fraude aux procurations : le scrutin peut-il être annulé à Marseille ? Les réponses aux questions que vous vous posez »

Responsabilités administratives et pédagogiques

Responsabilités de formation

- ◆ Directrice du Master 2 Droit et Management publics des collectivités territoriales depuis 2012 (IMPGT).
- ◆ Directrice de la 3^{ème} année de la Licence Métiers du Management public – Mention Licence Administration Publique depuis 2019 (IMPGT).
- ◆ Co-Directrice du MASTER Etudes parlementaires et droit des assemblées avec Sophie de CACQUERAY depuis 2020 (FDSP).

Responsabilités administratives

AMU :

- ◆ Présidente de la Commission de déontologie - Référent déontologue depuis février 2020
- ◆ Référent laïcité depuis février 2020
- ◆ Référent alerte depuis juillet 2023

IMPGT :

- ◆ Responsable de la Formation des élus locaux – AMU-IMPGT – Formation ayant reçu l'agrément du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales le 11 avril 2019 et renouvelé en 2021

- ◆ Responsable VAE au sein de l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale depuis 2008
- ◆ Référent handicap depuis 2015

Missions d'expertise

HCERES - Membre de comités d'experts

- ◆ 2022-2023 : Université de Strasbourg (vague C)
- ◆ 2020-2021 : Université de Rennes 1 – ENS Rennes (vague B)
- ◆ 2020-2021 : Université de Rouen (vague B)

Activités d'enseignement

Faculté de droit et de science politique – Aix Marseille Université :

2024-2025	Cours « Légistique appliquée », MASTER 2 Etudes parlementaires et droit des assemblées
2024-2025	Cours « Droit et contentieux des votations », MASTER 1 Etudes parlementaires et droit des assemblées
2020-2024	Cours « Droit et contentieux des votations », MASTER 1 Etudes parlementaires – Etudes législatives
2018-2024	Cours « Pratique du contentieux électoral » - MASTER 2 Droit public fondamental
2004-2025	Cours « Contentieux électoral » - MASTER 2 Droit et pratique des contentieux publics
2019-2024	Séminaire « Les modes de scrutin et processus électoral » - DU Hautes études juridiques et politique (Académie de droit – 1^{ère} année)
2018-2025	Séminaire « La réforme territoriale » - DU Hautes études juridiques et politique (Académie de droit – 3^{ème} année)
2017-2022	Séminaire « Soft Law » - DU Hautes études juridiques et politique (Académie de droit – 4^{ème} année)
2017-2025	Séminaire « Faut-il supprimer le Sénat ? » - DU Hautes études juridiques et politique (Académie de droit – 1^{ère} année)
2016-2017	Séminaire « Regards juridique et politique sur les élections » - DU Hautes études juridiques et politique (Académie de droit – 4^{ème} année)
2014-2018	Cours « Théorie générale des libertés fondamentales » - LICENCE 2^{ème} année
2004-2014	Cours « Grands systèmes de droit étrangers » - LICENCE 1^{ère} année
2012-2013	Cours « Grands systèmes politiques et juridiques européens » - LICENCE Administration publique 3^{ème} année
2012-2013	Cours « Grands problèmes politiques et sociaux contemporains » - LICENCE 2^{ème} année
2008-2011	Cours « Droit constitutionnel » - LICENCE 1^{ère} année
2009-2016	Cours « Société et vie politique » - LICENCE 1^{ère} année
2004-2007	

Autres :

- 20 mars 2012 **Session de formation des élus locaux :**
Les enjeux de la communication électorale : principes, moyens, implications

Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte

2013-2015	Cours « Relations internationales » - LICENCE 1^{ère} année Droit
-----------	--

Institut de management public et gouvernance territoriale – Aix Marseille Université :

2024-2025	Cours « Droit administratif pour le manager » , MASTER 1 Management public
2024-2025	Cours « Bases conceptuelles et théoriques : Institutions publiques françaises et grands principes du Management Public » , MASTER 1 Management public
2024-2025	Cours « Organisations et institutions de l'Union européenne » , Licence Administration publique – Parcours Management public 3 ^{ème} année
2018-2025	Cours « Droit des collectivités territoriales et de l'intercommunalité » - MASTER 2 Droit et management publics des collectivités territoriales
2018-2025	Cours « Approches territoriales comparées » - MASTER 2 Droit et management publics des collectivités territoriales
2018-2025	Cours « Mutations des collectivités territoriales » - MASTER 1 Management public
2018-2025	Cours « Institutions politiques » - Licence Administration publique – Parcours Management public 1 ^{ère} année
2012-2025	Cours « Notions juridiques fondamentales » Licence Administration publique – Parcours Management public 1 ^{ère} année
2021-2025	Cours « Culture administrative – Notion d'intérêt général » Licence Administration publique – Parcours Management public 2 ^{ème} année
2018-2024	Cours « Action publique territoriale » - MASTER 1 Management public
2018-2024	Cours « Droit de l'action publique » - Licence Administration publique – Parcours Management public 2 ^{ème} année
2019-2024	Cours « Mouvements sociaux et vie politiques » Licence Administration publique – Parcours Management public 1 ^{ère} année
2018-2022	Cours « Introduction au droit : remise à niveau » - MASTER 1 Management et droit des organisations et des manifestations culturelles
2018-2019	Cours « Gestion de projet - Faisabilité » - MASTER 1 Management et droit des organisations et des manifestations culturelles
2018-2019	Cours « Gestion de projets et d'événements culturels : accompagnement et mise en oeuvre » - MASTER 2 Management et droit des organisations et des manifestations culturelles
2018-2019	Cours « Droit des services publics » - Licence Administration publique – Parcours Management public 1 ^{ère} année
2015-2018	Cours « Droit des collectivités territoriales » - MASTER 2 Droit et management publics des collectivités territoriales
2012-2018	Cours « Pratiques locales comparées » - MASTER 2 Droit et management publics des collectivités territoriales
2012-2018	Cours « Approches internationales comparées des structures politiques locales » - MASTER 1 Management des administrations publiques et des territoires
2012-2018	Cours « Décideurs et droit publics » - MASTER 1 Management des administrations publiques et des territoires
2012-2018	Cours « Institutions, droit et actualité européens » - MASTER 1 Management des administrations publiques et des territoires
2012-2018	Cours « Réforme des collectivités territoriales » - MASTER 1 Management des administrations publiques et des territoires
2012-2016	Cours « Droit de l'environnement » - MASTER 2 Management de la qualité (parcours qualité, gestion de l'environnement et du développement durable)
2012-2016	Cours « Principes généraux et domaines du droit » - MASTER 1 Management public environnemental
2012-2016	Cours « Management public : contexte économique et juridique » - Licence Administration publique– Parcours Management public 3 ^{ème} année
2012-2016	Cours « Droit administratif » Licence Administration publique– Parcours Management public 2 ^{ème} année
2009-2012	Cours « Droit public » - MASTER 1 Management public
2008-2012	Cours « Droit et contentieux européens » - MASTER 2 Management public « Management des administrations publiques »

2008-2012	Cours « Droit et actualité européenne » - MASTER 1 Management public
2008-2012	Cours « Institutions administratives » -Licence 2 ^{ème} année de Management public
2007-2009	Cours « Introduction à la sociologie politique » - Licence 1 ^{ère} année de Management public
2007-2011	Cours « Institutions administratives françaises » - DU Plateforme d'entrée en MASTER 2 pour étudiants anglophones
2004-2012	Cours « Institutions et pratiques locales comparées » - MASTER 2 Management public « Droit et management des collectivités territoriales »
2004-2012	Cours « Institutions politiques – Droit constitutionnel » MASTER 1 Management public
2004-2012	Cours « Institutions administratives France – Union européenne » MASTER 1 Management public
2004-2012	Cours « Introduction au Droit Public » - Licence 1 ^{ère} année de Management public
2004-2012	Cours « Droit constitutionnel » -Licence 2 ^{ème} année de Management public
2006-2008	Cours en ligne « Structures des territoires, administrations régionales et territoriales, services de l'Etat » - MASTER 2 « Intelligence économique et gouvernance territoriale »
2004-2008	Cours « Compétences des collectivités territoriales » - MASTER 2 Management public « Droit et management des collectivités territoriales »
2004-2008	Cours « Aménagement du territoire et Europe » - MASTER 2 Management public
2006-2007	Cours « Droit de la fonction publique » - MASTER 2 Qualité
2004-2006	Cours « Aménagement du territoire » -Licence IUP
2004-2006	Cours « Droit administratif » - DEUG 1 ^{ère} année IUP
2003-2004	Cours « Droit Public et Méthodologie » pour la préparation aux concours d'Attachés et de Rédacteurs territoriaux à l'IUP Management Public

Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence

2018-2019	Cours « Droit de la communication » - MASTER 2 Métiers de l'information – Parcours Relations publiques / Parcours Communication publique et politique (en partenariat avec l'Ecole de Journalisme d'Aix Marseille – Aix-Marseille Université
-----------	---

Institut d'études françaises pour étudiants étrangers – Université Paul Cézanne :

2009-2010	Cours « Institutions politiques françaises » - Niveau III
2009-2010	Cours « Vème République » - Niveau IV

Ecole militaire de l'air – Base 701 - Salon de Provence :

2016-2018	Cours « Relations internationales » - 1 ^{ère} année de formation par le groupe DCI pour des élèves saoudiens
2005-2011	Cours « Institutions politiques » - 1 ^{ère} année Gestion Administration
2007-2009	Cours « Droit administratif » - 1 ^{ère} année Gestion Administration
2007-2009	Cours « Institutions administratives » - 1 ^{ère} année Gestion Administration

Activités de *visiting* :

Collège universitaire français :

12/02/2013 au **Cycle de conférences sur les Droits et libertés fondamentaux – CUF Moscou**
21/02/2013
26/09/2006 au **Cycle de conférences sur les Libertés fondamentales – CUF Saint-**
05/10/2006 **Pétersbourg**

Agence nationale de la fonction publique de Roumanie :

17/19 septembre **Conférence et soutenance de mémoires - Bucarest**
2009

Autres :

2021 **Membre du jury (admissibilité et admission) : concours d'Attaché territorial –**
Session 2020
2016 **Correctrice pour le CDG 13 : Examen professionnel d'avancement de grade -**
Rédacteur territorial principal de 2ème classe par voie de promotion interne,
session 2016
13/14 janvier **Intervention CNFPT-Délégation régionale Languedoc-Roussillon :**
2014 Maîtrise des règles de prévention des contentieux en matière d'élections
16/17 juin 2015 **Intervention CNFPT-Délégation régionale Languedoc-Roussillon :**
Contentieux électoral